

DOSSIER

Vivre et pas survivre !
Face à la flambée des prix,
ensemble pour l'augmentation
générale des salaires !

page 5

INTERNATIONAL

Automobile : la grève
américaine vue d'ici

page 6

VIE DU PARTI

Le NPA décide sa
participation aux
élections européennes

page 9

NPA JEUNES

Quand les étudiants
galèrent pour se loger

page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

06 • OCTOBRE 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**AUGMENTEZ
LES SALAIRES,
PAS LES ACTIONNAIRES !**

+400€ NET/MOIS

**LES SALAIRES DOIVENT
SUIVRE LES PRIX**

**PAS UN REVENU
EN DESSOUS DE
2000€ NET**

ÉDITORIAL

Solidarité avec le peuple palestinien !

Après l'attaque aveugle menée par le Hamas sur le territoire israélien le samedi 8 octobre, qui a fait près de 900 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, ont affirmé leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Le Hamas ne se bat certes en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, parfois utilisée par les gouvernements israéliens et soutenue par d'autres tout aussi oppressifs comme la république islamique d'Iran. Mais le gouvernement israélien promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » au peuple palestinien que l'État d'Israël colonise depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique du Hamas.

La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, est incomparablement plus sanglante : le lundi soir 10 octobre, il y avait déjà près de 700 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris, 500 immeubles détruits dans ce ghetto surpeuplé et assiégé, où la population palestinienne vit dans la misère. Ce n'était que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'eau, le gaz et l'électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ». La population gazaouie est assiégée, prise dans une nasse bombardée

SUITE PAGE 2 >>



POLITIQUE	p. 1-2-3	INTERNATIONAL	p. 4	DOSSIER	p. 5-8	VIE DU PARTI	p. 9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10-11	NPA JEUNES	p. 12
Solidarité avec le peuple palestinien	Réforme du RSA : le gouvernement fait la chasse aux précaires	Automobile : la grève américaine vue d'ici	Des décennies de soutien des grandes puissances à la politique sioniste d'apartheid	VIVRE ET PAS SURVIVRE ! FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX, ENSEMBLE POUR L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES !	Les fausses bonnes idées	Le NPA décide sa participation aux élections européennes	Le salaire de La Poste : ça fait peur	Prolifération de parasites Échos des hostos	« Un prof devant chaque classe » : enseignants et parents en lutte pour le droit à l'éducation à Genevilliers	Apprentis précaires : augmentez les salaires !	
Macron et ses ministres s'agitent, passons aux choses sérieuses	Quinze projets de bassines annulés : mais qui sont les éco-terroristes ?			Prix : une hausse qui touche les classes populaires de plein fouet	Travailleurs de tous les pays, unissons nos luttes !	Contre-sommet à Grenade : en finir avec leur « caverne de brigands »	Le salaire de La Poste : ça fait peur	SNCF Marseille : aiguilleurs en grève pour les salaires et des embauches			
Entre Meloni, Macron et Scholz : un pacte scélérat contre la migration et l'asile !	La garde à vue et perquisition subies par la journaliste Anne Lavrilleux : une affaire d'État !			Les classes populaires réduites à compter chaque centime !	Se battre pour des augmentations de salaires, mais aussi contre le salariat		Chronique d'une PME locale qui a le vent en poupe				
				Apprentis et stagiaires : tout bénéf pour les patrons	Ce qu'il nous faut		Les chauffeurs de bus à la diète mais pas dupes				
				Augmentez les prix et profits mais surtout pas les salaires ?	Donnons-nous les moyens d'imposer l'augmentation générale des salaires et des revenus !						
				L'éléphant au milieu de la pièce : les directions syndicales regardent ailleurs							

»»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

nuit et jour, où les blessés et morts se comptent désormais par milliers, encerclée par une armée israélienne qui menace d'une invasion terrestre. Et l'État français voudrait faire taire ceux qui dénoncent l'enfer vécu par les Gazaouis. Des manifestations en leur soutien, à Lyon, à Marseille, à Paris ont été interdites et durement dispersées par la police à Lyon. Notre solidarité sans condition va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie, et la misère.

Les civils israéliens victimes des attaques et des roquettes du Hamas subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État. Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahu, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier l'aviation israélienne bombardait la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ? Et que disent-ils des représailles israéliennes contre les civils de Gaza ?

Netanyahu est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets autoritaristes de modifications de la Constitution. Mais elles se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls citoyens et citoyennes israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, ni dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! Netanyahu tente pourtant de faire l'unanimité derrière lui et de creuser davantage le fossé de sang entre les populations. Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israélienne à rompre avec leur État et sa politique sioniste raciste.

• 11/09/2023

(VOIR NOTRE ARTICLE EN PAGE 4)

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

CONTACTEZ-NOUS

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

.....
courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr

Macron et ses ministres s'agitent, passons aux choses sérieuses

Un carburant à deux euros le litre, des prix alimentaires et des loyers qui flambent, des salaires de plus en plus nombreux en dessous du Smic (et donc qui démantent les salariés bien plus que les punaises de lit), des restos du cœur qui déclarent banqueroute face à leur succès, ça c'est de notre côté, où la température commence à monter. Chez les riches et les profiteurs, ce sont de grands patrons de l'énergie, des autoroutes, de la production et de la distribution qui s'obstinent à ne pas réduire d'un centime leurs extravagantes marges bénéficiaires et, au contraire, les augmentent !

Macron ne sait plus où donner de la tête. Avec en prime un palais Bourbon où son gouvernement sans majorité ne peut qu'imposer à coups de 49.3 ! Que faire ? Est-ce que les 238 brigades de gendarmerie ambulantes dans les campagnes dont Darmanin a eu l'idée, ou alors l'ouverture de nouvelles prisons promise par Borne (toujours plus de « sécuritaire ») va adoucir la droite et l'extrême droite ? Même pas !

BLA-BLA ET RONRONS DANS LES INSTITUTIONS

Faute de mieux, Macron récidive dans ses initiatives d'institutions bis : le « grand débat » avec les maires en 2019, censé éteindre la colère des Gilets jaunes ; ou en 2020, pour une « convention citoyenne sur le climat » qui avait planché pendant des mois sur des mesures aussitôt mises à la poubelle pour non-conformité avec les intérêts capitalistes ! Cette fois c'est du côté des directions syndicales que Macron voit une lueur d'espoir. Ça s'appellera « conférence sociale », fixée au 16 octobre, sur les bas salaires : ceux dont les patrons, pour ne pas être hors-la-loi, complètent le salaire de base inférieur au Smic par une ligne « complément Smic »...

Rien à en attendre. Sylvie Binet, à la tête de la CGT, était sortie de son entretien avec Macron le 29 août en évoquant un nécessaire « partage équitable entre le travail et le capital ». Quand on sait que le salariat (dont les statuts de la CGT réclamaient l'abolition avant 1969) est cet esclavage moderne par

lequel le patronat vole une partie de la valeur créée par le travail, comment penser qu'il pourrait être « équitable » ? La tâche des syndicalistes ne serait-elle pas plutôt d'envisager d'en découdre sérieusement avec les patrons, sachant que des millions de salariés se sont mobilisés contre Macron pour leurs retraites, il y a moins d'un an, et que des grèves, bien qu'isolées, ont lieu depuis des mois pour les salaires ?

RÉFÉRENDUM À LA MACRON OU DÉMOCRATIE OUVRIÈRE ?

Macron sort une autre combine politicienne de sa besace : une révision de la Constitution qui faciliterait le recours à des référendums... à commencer par un sur l'immigration pour satisfaire la xénophobie de la droite et de l'extrême droite ; et aussi quelque chose sur le droit à l'avortement pour faire plaisir à la gauche. « Démocratie directe », dit-il. Mais c'est un peu dingue de penser qu'aller lui dire oui ou non dans un isolement serait le summum de la démocratie !

La seule démocratie directe, c'est la démocratie ouvrière, venue d'en bas, des idées et actions de celles et ceux qui sont en premières lignes, qui peuvent chiffrer le montant de la facture à payer par les exploités. À partir des entreprises (petites et grandes) et des quartiers, nous pouvons prendre contact entre travailleurs et travailleuses, syndiqués ou non syndiqués, échanger sur nos vies, élaborer nos revendications et préparer l'offensive nécessaire pour les faire aboutir. Le cercle doit s'élargir : entre entreprises, villes, jusqu'au niveau national, pourquoi pas vers une grande conférence nationale ouvrière ? Nous qui produisons tout, connaissons tout, pouvons préparer un plan de lutte - tiens, pourquoi pas à l'occasion des JO, disent des travailleurs ! Et pourquoi pas enclencher la lutte d'ensemble pour arracher de quoi vivre et non survivre sans attendre 2024 ?

PAR MICHELLE VERDIER • 09/10/2023

ENTRE MELONI, MACRON ET SCHOLZ

Un pacte scélérat contre la migration et l'asile !

Les 27 pays de l'Union européenne sont en passe d'adopter le bien mal nommé « pacte migration et asile ». S'ils font bloc, c'est pour fermer leurs frontières face aux exilés, hommes, femmes et enfants, qui tentent de chercher une vie meilleure, au péril de leur vie, que ce soit en traversant la Méditerranée, ou le fleuve Evros entre la Grèce et la Turquie. L'Allemagne effectue une volte-face symptomatique, à rebours de la politique d'accueil suivie depuis les années Merkel, qui répondait au besoin de main-d'œuvre du patronat allemand plus qu'à des raisons humanitaires.

DES GOUVERNEMENTS QUI MÈNENT UNE POLITIQUE D'EXTRÊME DROITE

Le chancelier social-démocrate Olaf Scholz, sous la pression de l'extrême droite allemande - l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) vient de réaliser une percée électorale aux dernières élections en Hesse et en Bavière -, a annoncé qu'il n'accepterait plus les quotas requis de migrants venant d'Italie et a mis en place des contrôles mobiles aux frontières de la Pologne et de la République tchèque. Quant à Macron et Meloni (la présidente d'extrême droite du Conseil des ministres italien), l'idylle entre eux continue, autour « d'une vision partagée de la gestion de la question migratoire » : fermeture de la frontière franco-italienne et harcèlement des réfugiés de part et d'autre !

La France converge ainsi avec un gouvernement d'extrême droite qui a décidé d'ouvrir de nouveaux centres de rétention, d'y prolonger la durée d'enfermement et d'expulser les exilés dont le statut de mineur est systématiquement contesté. C'est aussi pour courir derrière le Rassemblement national et toute la galaxie politique xénophobe d'extrême droite et de droite que Macron agite son projet de référendum sur l'immigration.

L'Europe entière est sous la pression de l'extrême droite, au pouvoir en Italie, en Pologne, en Hongrie ou en Suède, et qui rêve d'y arriver en France - pourquoi pas dans une coalition politique avec la droite et tous les Darmanin de la macronie. Il faut dire que la bourgeoisie française a un lourd passé réactionnaire (dont le régime de Vichy, qui a pactisé avec Hitler pendant la Deuxième

Guerre mondiale) que le mouvement ouvrier révolutionnaire a combattu - et peut et doit continuer à combattre.

L'UNION EUROPÉENNE PAIE DES DICTATURES POUR ENFERMER LES MIGRANTS

Pour mieux gardienner ses frontières, l'Union européenne sous-traite la sale besogne aux pays traversés par les migrants, des dictatures « amies » chargées de les retenir dans des prisons à ciel ouvert, lieux de maltraitements et tortures : Turquie, Libye, Égypte, Tunisie, Maroc - il y a en tout 35 pays que l'UE charge de retenir les migrants, en majorité des dictatures qui reçoivent des milliards dans le cadre de cette « externalisation » de la surveillance de ses frontières. Ces milliards serviraient et devraient servir à accueillir dignement toutes celles et ceux qui fuient leur pays en raison des guerres, des persécutions ou de la misère. D'autant plus que les pays de l'UE sont bien assez riches pour ce faire, et que le patronat de ce continent qui vieillit ne se prive pas de faire connaître ses besoins de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs de l'économie. Ces exilés sont nos collègues d'aujourd'hui et de demain, avec lesquels nous pourrions mener bien des combats et nous défendre face à l'exploitation capitaliste. Pour nous, la planète appartient à toutes et tous. **Liberté de circulation et d'installation ! De l'air, ouvrez les frontières !**

PAR LYDIE GRIMAL · 10/10/2023

LA GARDE À VUE ET PERQUISITION SUBIES PAR LA JOURNALISTE D'INVESTIGATION, ARIANE LAVRILLEUX : UNE AFFAIRE D'ÉTAT !

À lire sur notre site, en date du 2 octobre 2023, une interview de la journaliste Ariane Lavrilleux, du média *Disclose*, qui a dénoncé le détournement du renseignement humain et matériel de l'État français au service de la dictature égyptienne - pour procéder à des exécutions extra-judiciaires d'opposants politiques au maréchal al-Sissi. D'autres journalistes d'investigation sont menacés, dans le monde mais aussi en France.

Halte au recul de la liberté de la presse et aux dérives autoritaires de Macron !

>> SUR NOTRE SITE WEB



<https://nouveaupar-tianticapitaliste.fr/interview-une-affaire-de-dat-qui-souligne-le-recul-de-la-liberte-de-la-presse-et-la-derive-autoritaire-de-macron/>

RÉFORME DU RSA

Le gouvernement fait la chasse aux précaires

Alors que les associations d'aide alimentaire tirent la sonnette d'alarme parce qu'elles ne peuvent plus faire face à la demande, le gouvernement Borne-Macron, avec la complicité de la droite et l'approbation cachée de l'extrême droite, s'apprête à aggraver encore la précarité avec la réforme du RSA (prétendu « revenu de solidarité active ») et la loi dite « plein emploi ».

Les responsables de cette réforme obligeront les allocataires du RSA, sous peine de sanction, à travailler gratuitement 15 à 20 heures par semaine, exceptées - dans leur grande bonté ! - les personnes qui souffrent d'un mauvais état de santé et les parents isolés (le plus souvent des femmes) « sans solution de garde pour un enfant de moins de 12 ans ». Rappelons que le RSA rassemble près de 1,9 million de foyers (4 millions de personnes avec les familles) et que, fin 2021, 60% des allocataires n'étaient pas ou plus inscrits à Pôle emploi. Le montant du RSA est de 607 euros pour une personne seule, 1 040 euros pour une mère isolée avec un enfant et 1 093 euros pour un couple avec un enfant. Sauf que ces montants sont amputés des allocations ou même des aides exceptionnelles de parents ou grands-parents. C'est ce que constatent les associations d'aide aux plus démunis par cette réforme du RSA déjà à l'expérimentation dans certains départements.

Ceux qui ne sont plus inscrits à Pôle emploi et qui n'ont pas répondu à temps aux injonctions de réinscription ou d'effectuer les démarches d'insertion voient leur RSA réduit de 80 % jusqu'à ce qu'ils entrent dans un processus d'accompagnement. Mais de

quel accompagnement parle-t-on, quand on propose à l'allocataire de faire 20 ou 30 kilomètres pour « une activité de 20 heures » alors qu'il ou elle n'a pas de moyens de transport ou se trouve dans l'impossibilité de faire garder ses enfants ? Quand il s'agit de SDF qui ne reçoivent évidemment jamais leur courrier ? Qui plus est quand ce sont des prestataires privés qui appellent les allocataires avec des numéros privés ? De l'autre côté de la chaîne, les salariés de Pôle emploi et des caisses d'allocations familiales dénoncent depuis des années le manque de personnel pour mener à bien leurs missions et accueillir dignement ces personnes.

En stigmatisant les précaires et les demandeurs d'emploi, le patronat, avec la complicité de l'État, en profite pour mettre aussi la pression sur les travailleurs qui touchent des salaires de misère, sous des contrats toujours plus précaires.

On ne peut plus vivre dans cette société-là ! Tous et toutes ensemble, organisons-nous pour la dégager !

PAR SYLVIE QUEVILY · 10/10/2023

ÉCOLOGIE QUINZE PROJETS DE BASSINES ANNULÉS : MAIS QUI SONT LES ÉCO-TERRORISTES ?

Le tribunal administratif de Poitiers a annulé deux arrêtés préfectoraux portant la création de quinze méga-bassines. Il a donné raison à tous ceux qui dénonçaient des projets surdimensionnés compromettant les ressources en eau.

Contrairement à ce que disent les irrigants bénéficiaires pour justifier leurs projets, il n'y a pas de substitution, puisqu'ils prélèveraient plus d'eau que le volume utilisé ces dix dernières années. Projets qui ne partagent pas l'eau entre agriculteurs, mais extraient l'eau du milieu et l'accaparent pour des cultures qui ne bénéficient qu'à l'agro-industrie capitaliste. La demande de moratoire sur les mégabassines portée par la Confédération paysanne, Bassines Non merci, les Soulèvements de la Terre, de nombreuses organisations et syndicats, des associations environnementales est bien légitime : tous les projets doivent cesser immédiatement !

Avec celles et ceux qui alertent depuis des années, qui ont choisi de défendre la biodiversité, la terre et l'eau, en résumé la vie, nous avons vu nos manifestations interdites, nos amis gravement blessés ou entraînés devant les tribunaux par un État qui déploie gardes mobiles et moyens de l'antiterrorisme pour tenter de nous faire peur : ils ne nous feront pas taire !

PAR ÉLISE MOUTIER · 09/10/2023

MANIFESTATION CONTRE UN PROJET DE BASSINE. | OCTOBRE 2022 | CORRESPONDANTE



SALAIRES

Automobile : la grève américaine vue d'ici

Alors que le bras de fer contre les constructeurs a commencé mi-septembre, ce sont près de 30 000 salariés de l'automobile qui sont en grève pour une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail. Certes, ce n'est qu'une partie des 146 000 syndiqués de l'UAW qui ont voté pour, car le syndicat qui dirige le mouvement le restreint encore à certains sites « stratégiques »... pour appuyer les négociations avec les patrons des « Big Three » (Stellantis, General Motors et Ford) en modulant la grève selon l'avancée des discussions. Chaque vendredi, le dirigeant du syndicat, Shawn Fain, remercie le PDG le plus conciliant en limitant l'impact de la grève dans son entreprise pour la semaine suivante... Mais ces manœuvres au sommet n'enlèvent rien à l'ampleur du mouvement, et c'est bien cela qui marque les esprits sur les sites automobiles de ce côté de l'Atlantique.

Malgré le manque de couverture médiatique, de nombreux salariés de l'auto se retrouvent dans cette lutte contre l'inflation. On sent le soutien sincère et l'admiration.

Mais les « C'est super ! Ils ont raison ! », s'accompagnent parfois de « Là-bas au moins, ça bouge », comme si une telle lutte était impossible ici. Entre autres explications : « trop de syndicats », comme si la concurrence syndicale était un frein aux luttes. C'est vrai que l'émiettement syndical est parfois exaspérant et que la grève aux États-Unis impressionne par son caractère coordonné. Pourtant, ce n'est pas tant le syndicat unique qui fait la force du mouvement, c'est surtout le fait que des dizaines de milliers d'ouvrières et d'ouvriers sont prêts à se battre. Des syndicats unis ou réunis, ce n'est pas un préalable à la lutte ou la garantie qu'elle peut gagner... D'ailleurs, ce syndicat unique UAW a une longue histoire de collaboration avec le patronat, qui tranche avec la ligne actuelle. Et en France, le mouvement sur les retraites auquel de nombreux salariés de l'auto ont participé a aussi montré les limites de l'unité syndicale.

En tout cas, cette grève américaine massive, synchronisée et déterminée, suscite le débat chez les salariés les plus combattifs. Et elle pourrait alimenter les mobilisations sur les salaires, surtout en cas de victoire éclatante. Imaginons un instant à quoi ressemblerait une telle grève en Europe, en France par exemple : les travailleurs de Renault, Toyota et Stellantis enfin ensemble pour 10 % de hausse des salaires, ou plutôt 400 euros pour tous, une coordination de la grève, des manifs et des actions tous les jours... et Macron obligé de venir avec un mégaphone soutenir les ouvriers en grève, pendant que Zemmour viendrait s'adresser au prolétariat arabe et africain de l'automobile. Ce n'est pas parce que ça se passe aux États-Unis que c'est de la science-fiction !

PAR LA BRANCHE AUTOMOBILE DU NPA •
10/10/2023

FORD MICHIGAN ASSEMBLY PLANT, 30 SEPTEMBRE 2023



Des décennies de soutien des grandes puissances à la politique sioniste d'apartheid

Lundi 9 octobre au soir, la tour Eiffel était illuminée en bleu et blanc, couleurs du drapeau d'Israël. Une manifestation de notables du monde politique défilait dans le 16^e arrondissement en soutien à la politique d'Israël, alors qu'à Lyon et Marseille les rassemblements de solidarité aux Palestiniens, enfermés et bombardés depuis des années dans le ghetto de Gaza, et aujourd'hui pire que jamais, étaient interdites.

L'État français et presque toute sa classe politique ont choisi le soutien à Israël et à la politique de Netanyahu : politique de vengeance sur toute la population de Gaza (et demain peut-être de Cisjordanie) pour l'attaque menée le week-end dernier par le Hamas. Tout comme ont apporté leur soutien à Israël les Olaf Scholz, chef du gouvernement allemand, Rishi Sunak, Premier ministre britannique et Giorgia Meloni, la cheffe d'extrême droite du gouvernement italien, à la suite de Joe Biden qui s'est empressé de garantir Israël d'un appui sans réserve, de s'engager à lui fournir « des ressources supplémentaires si nécessaires ». Le plus puissant porte-avions américain est déjà au large des côtes du Moyen-Orient pour apporter un soutien logistique et surveiller les opérations de guerre dans toute la région. Les dirigeants du monde riche persistent et signent dans leur soutien à Israël, alors que les bombardements sont de plus en plus massifs sur Gaza, dont la population civile est affamée par un blocus total, invitée cyniquement à fuir vers l'Égypte, alors que l'aviation israélienne bombarde le poste

frontière entre les deux pays. Israël a d'ailleurs commencé ses tirs de missiles sur le sud-Liban et la Syrie.

Certains bien-pensants d'Europe invoquent la Shoah pour justifier cette guerre sans merci de vengeance et de poursuite d'expansion qu'Israël entame, en mobilisant ses 300 000 réservistes, contre Gaza et probablement demain contre la Cisjordanie voire des pays voisins. Hypocrisie et mémoire courte : la création d'Israël au lendemain de la Seconde Guerre mondiale s'est faite par la politique sioniste qui a consisté à chasser les Palestiniens de leurs terres, à y mettre ces nouveaux migrants dont beaucoup avaient certes connu le racisme, les pogromes ou les camps d'extermination en Europe, mais qu'on transformait ainsi en conquérants et oppresseurs d'un peuple au Proche-Orient. Les grandes puissances y ont aussi trouvé leur compte puisque Israël leur sert depuis des décennies de gendarme dans la région.

L'histoire d'Israël depuis sa création il y a 75 ans a été faite de cette politique de guerres expansionnistes pour son

propre compte sur le dos des Palestiniens et des peuples voisins, et de supplétif des grandes puissances pour le maintien de l'ordre dans la région : guerre de 1948 qui lui a permis de s'étendre bien au-delà du territoire qui lui avait été primitivement accordé, envoyant encore des centaines de milliers de Palestiniens en exil ; intervention de Suez en 1956 pour épauler la France et l'Angleterre qui voulaient reconquérir le canal nationalisé par l'Égypte de Nasser ; guerre de 1967 où Israël a annexé le Golan syrien, en même temps qu'il occupait la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est ; guerre du Kippour de 1973 ; guerre du Liban de 1978 à 1982, non seulement contre les camps de Palestiniens réfugiés dans ce pays, mais à la rescousse de l'extrême droite chrétienne libanaise pour l'aider à en finir avec la révolte des quartiers pauvres et ouvriers de Beyrouth. Sans compter les multiples interventions militaires sanglantes contre les Palestiniens des territoires occupés de Gaza et Cisjordanie qui n'ont jamais cessé jusqu'à aujourd'hui.

La politique d'extrême droite menée par Netanyahu ces dernières années vise l'annexion définitive de toute la région un peu fertile de la Cisjordanie, pourtant concédée dans les accords d'Oslo de 1993 comme « territoire palestinien », mais sans cesse dévorée par les colonies israéliennes ; avec la volonté de faire de Jérusalem, ville officiellement partagée, la capitale exclusive d'Israël. Deux ambitions applaudies par Donald Trump, alors président des USA et soutenue ensuite par Biden.

Jusqu'où ira la guerre qu'entame Netanyahu suite à l'attaque du Hamas ? Les premières victimes sont, une fois de plus le peuple palestinien. À lui va toute notre solidarité.

PAR OLIVIER BELIN • 10/10/2023

VIVRE ET PAS SURVIVRE

FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX,

ENSEMBLE POUR

L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES !

Au cas improbable où certains patrons seraient tentés de céder des augmentations de salaire face à la hausse des prix, le gouvernement, par la voie du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, cherche à les en dissuader : il ne faudrait pas que l'augmentation des salaires relance l'inflation ! Ben voyons ! Qu'on sache, les salaires restent quasiment bloqués et les prix continuent de s'envoler !

En repoussant à plus tard les augmentations de salaire, patronat et gouvernement veulent profiter de la situation et créer un décalage entre les prix et les salaires : depuis un an, les patrons sont incités à ne céder que des primes et le pouvoir d'achat des salaires proprement dits a donc baissé. De 4,7 % en moyenne, davantage pour ceux dont les plus gros postes de dépenses sont consacrés à l'alimentation et à l'énergie.

C'est devenu intolérable. Dans les ateliers, dans les bureaux, sur les marchés, les difficultés à joindre les deux bouts sont dans toutes les lèvres. Nous ne pouvons pas nous laisser appauvrir ainsi !

Depuis des mois, des grèves éclatent pour des augmentations de salaire. En France, mais aussi en Angleterre, aux États-Unis et ailleurs. Les confédérations syndicales ne montrent aucune volonté de coordonner les efforts pour arracher de vraies augmentations.

Travailleuses et travailleurs, militants syndicaux et politiques déterminés et non résignés, mettons en œuvre tous les moyens pour le faire par nous-mêmes.

**SE LOGER :
UN « DROIT »
DE PLUS EN PLUS
COÛTEUX !**

Si la hausse des loyers n'est « que » de 3 % en moyenne sur deux ans, du fait notamment du plafonnement instauré provisoirement par le gouvernement, toutes les autres factures ont explosé. En particulier l'électricité, le gaz et les autres combustibles (+ 36 %). Avant même ces hausses, les ménages devaient consacrer le tiers de leur budget pour se loger et se chauffer, contre seulement 20 % il y a 60 ans. Un surcoût qui prend à la gorge les classes populaires. Les retards de paiement des loyers ont ainsi explosé en trois ans : un quart des locataires ne parvient plus à payer son loyer dans les temps en 2023, contre moins de un sur dix en 2020.

**SE DÉPLACER :
UNE OBLIGATION
HORS DE PRIX !**

Les tarifs des transports ont augmenté de 16 % depuis 2021, avec officiellement + 25 % pour les carburants, mais bien plus si l'on se fie aux tarifs affichés en station. Qui peut déboursier aujourd'hui les 80 euros nécessaires pour un plein sans s'inquiéter pour la fin du mois ? Et ce sont encore + 11 % d'augmentation pour le train, + 18 % pour les autocars et + 43 % pour l'avion, privant une personne sur quatre d'un départ en vacances. À Paris, le passe Navigo a grimpé de 12 % en 2023 et la Région prévoit une nouvelle hausse en janvier 2024.

**PRIX :
UNE HAUSSE QUI TOUCHE
LES CLASSES POPULAIRES
DE PLEIN FOUET**

Avec des prix qui ont augmenté en moyenne de 21 % sur deux ans dans la grande distribution, chaque passage au supermarché devient une source d'angoisse.

Pourtant, les prix agricoles régressent depuis maintenant plus d'un an. S'il y a eu une envolée à la suite de la pandémie, puis le déclenchement de la guerre en Ukraine, celle-ci est désormais derrière nous. Les céréales, les oléagineux ou les fruits et légumes frais sont même vendus moins cher qu'il y a deux ans par les agriculteurs, sans que cela ne se traduise sur les étiquettes en supermarché. **Les patrons de l'agroalimentaire et du commerce empochent la différence.**

L'alimentation est l'un des postes les plus importants dans le budget des ménages, avec le logement et les transports. Trois domaines où les prix montent en flèche.

**SE NOURRIR CORRECTEMENT :
UN LUXE ?**

L'alimentaire a particulièrement contribué à la hausse, avec des records à + 60 % pour le sucre, + 39 % pour les pâtes, + 37 % pour la farine, + 36 % pour l'huile alimentaire, + 25 % pour les pommes de terre : des aliments de base de bien des foyers. Il faut se serrer la ceinture ou trouver des solutions alternatives. En deux ans, la consommation alimentaire a chuté de 10 % en volume (c'est-à-dire en quantité, indépendamment des prix).



LES CLASSES POPULAIRES RÉDUITES À COMPTER CHAQUE CENTIME !

Les Restos du cœur distribuent 30 millions de repas supplémentaires par rapport à 2022, soit 1,3 million de personnes en plus. Et pourtant, le gouvernement a réduit les subventions publiques au fil des ans : 64 millions d'euros en 2018, mais moins de 50 millions en 2022 !

Face aux appels à l'aide, l'homme le plus riche du monde, Bernard Arnault, a fait un don de 10 millions d'euros. À peine 0,005 % de sa fortune personnelle !

D'autres associations rencontrent les mêmes difficultés et doivent restreindre la quantité de denrées dans chaque panier distribué. Un bénévole témoigne dans le *Huffington Post* : « Au lieu de mettre six bouteilles de lait dans un panier, on va en mettre quatre pour pouvoir aider le plus de personnes possible. »

L'inflation touche aussi les étudiants, dont près de quatre sur dix sautent des repas, selon le syndicat étudiant Unef. Et le coût de la vie étudiante pour 2023-2024 est estimé en hausse de 6,5 %.

Signe de toutes ces difficultés, les vols à l'étalage ont fortement progressé, certaines familles n'ayant plus d'autre choix pour se nourrir.

Selon une étude de l'Insee de l'hiver dernier, deux ménages sur trois ont dû changer leurs habitudes de consommation. Cela se traduit notamment par une migration vers les enseignes les moins chères. Beaucoup doivent également baisser leur consommation d'énergie pour tenir. Un ouvrier de la Poste payé au Smic raconte : « En quelques mois, à l'usine, la plupart des collègues ont vu leurs dépenses exploser et leur maigre salaire ne suffit plus. Le plus souvent, dix jours avant la paye, on doit compter chaque euro pour être sûr de ne pas dépasser le découvert autorisé. Et plus le jour de paye se rapproche, plus il faut se priver. Pour certains, il s'agit même de ne plus prendre qu'un repas par jour pour tenir. »

APPRENTIS ET STAGIAIRES : TOUT BÉNÉF POUR LES PATRONS !

Un apprenti de moins de 18 ans touche 27 % du Smic en première année, soit 472 euros brut par mois, et peut espérer 55 % du Smic en troisième année. Difficile de mettre du beurre dans les épinards dans ces conditions. La situation n'est pas plus réjouissante pour les apprentis plus âgés, qui touchent jusqu'à 78 % du Smic entre 21 et 25 ans.

Qui plus est, les employeurs qui embauchent un alternant ont droit à une aide de 6 000 euros en 2023 : aide initiée dans le contexte de la crise sanitaire, qui a fait doubler le nombre d'apprentis en trois ans. On comprend l'attrait des employeurs pour une force de travail quasi gratuite, qu'ils exploitent allégrement !

Dans l'enseignement professionnel, les stages en entreprise sont obligatoires et occupent une place croissante depuis la réforme de l'an dernier. La condition du stagiaire relève d'une convention qui déroge au droit du travail, et les employeurs en sont d'autant plus friands qu'ils n'ont rien à déboursier pour des stages n'excédant pas deux mois consécutifs.



Augmenter les prix et les profits mais surtout pas les salaires ?

Si l'on en croit les dires du gouvernement, ce sont les augmentations de salaires qui alimenteraient l'inflation. Tous les patrons sont donc ligüés pour les éviter. Les banques centrales de la planète relèvent les taux d'intérêt pour décourager les investissements et alimenter volontairement le chômage, afin de faire pression sur les travailleurs qui voudraient revendiquer.

Derrière tout cela, il y a cette idée que la population consommerait trop, faisant grimper les prix sous l'effet de la loi de l'offre et la demande. Un comble quand les classes populaires doivent économiser sur tout pour tenter de joindre les deux bouts ! Loin d'être excessive, la consommation des ménages n'a cessé de dégringoler depuis deux ans sous l'effet de l'inflation et se situe aujourd'hui 5 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie.

LA LUTTE DES CLASSES, JUSQUE DANS NOTRE ASSIETTE

Ceux qui décident de la valse des étiquettes, ce sont d'abord les patrons. Ce sont eux qui ont profité des pénuries provoquées par la pandémie puis la guerre en Ukraine pour faire monter les prix dans des secteurs les plus touchés, comme les transports maritimes, la sidérurgie, l'électronique, l'énergie ou la production céréalière. Puis l'ensemble du patronat s'est passé le mot, le coût des matières premières servant de prétexte à accroître ses marges.

L'inflation actuelle est surtout celle des profits des grands groupes, qui battent des records. Le patron de TotalEnergies tente de nous émouvoir sur la vente à perte que le gouvernement voudrait lui

imposer, mais, avec 11,5 milliards de bénéfices net au premier semestre 2023, le groupe est bien loin de vendre ne serait-ce qu'à prix coûtant. Les barons du CAC 40 ont encore augmenté leurs bénéfices de 11 % en début d'année, alors même que les ventes diminuent. La nouvelle stratégie patronale pour maximiser les profits se résume à : vendre moins... mais plus cher !



L'éléphant au milieu de la pièce : les directions syndicales regardent ailleurs !

En France, un mouvement de grèves sur les salaires se poursuit quasiment sans discontinuer depuis la fin du printemps 2021. Ce sont des grèves éparpillées, touchant essentiellement le privé, très souvent à l'occasion des NAO (négociations annuelles obligatoires), rarement à l'échelle d'une entreprise ou d'un groupe entier, et encore moins de branches. Mais, à plusieurs reprises, elles ont été davantage médiatisées en raison du secteur, de la longueur de la grève ou de la détermination des grévistes : débrayages dans les usines PSA-Stellantis en septembre-octobre 2022, grève et mise à l'arrêt de raffineries en octobre 2022, grève des contrôleurs SNCF en décembre 2022, grève des salariés, majoritairement des femmes, de Vertbaudet au printemps 2023, ou journées de grèves et de manifestations inédites à Disneyland Paris en juin 2023...



Il n'y a jamais eu de la part des directions syndicales nationales la moindre tentative pour coordonner ces grèves, des milliers au total très probablement. Beaucoup d'entre elles ont gagné. Certes jamais à la hauteur de ce qu'il faudrait. Mais beaucoup de patrons ont cédé, souvent au bout de quelques jours, sous la forme de revalorisations en pourcentage ou de primes. La peur de l'extension est visiblement là.

Pendant le mouvement des retraites, l'intersyndicale n'a pas

cherché à mettre en parallèle le maintien des pensions et l'urgence de l'augmentation des salaires, alors même que cette vague de grèves se poursuivait et que l'inflation s'emballait. Un tel parallèle aurait mis en lumière ces grèves et encouragé d'autres travailleurs à rejoindre la lutte sur ce terrain.

Pour la journée du 13 octobre, les directions syndicales ont noyé l'urgence autour de cette question du droit de vivre dignement de son salaire dans une multitude de revendications vagues, au détriment de la mobilisation.

Elles ont toutes privilégié la participation à la « conférence sociale » du 16 octobre, sur le thème des « bas salaires, de la revalorisation des carrières et du salaire minimum ». Là, le patronat n'a pas beaucoup à s'inquiéter : c'est juste du théâtre.



LES FAUSSES BONNES IDÉES

>>> POUR MARINE LE PEN, IL S'AGIRAIT DE BAISSER LES TAXES.

La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit puisque, pour un produit donné, tout le monde, riche ou pauvre, paye la même taxe. Il s'agit d'un impôt qui pèse bien plus sur les classes populaires que sur les plus riches. Alors, oui, bien sûr, nous sommes pour sa suppression pure et simple.

Mais le RN propose de baisser les taxes... sans imposer davantage les riches pour compenser ! **Cette mesure vise à détourner les travailleurs de la revendication de hausse des salaires qui serait leur seule façon d'avoir prise pour lutter contre la hausse des prix : ce que veut avant tout le RN, c'est préserver les profits des patrons.**

>>> **LE GOUVERNEMENT PRÉTEND COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX POUR LES PLUS PRÉCAIRES PAR DES « CHÈQUES »... QUI NE COÛTENT RIEN NON PLUS AUX PATRONS.** Et que se passera-t-il quand il cessera d'en distribuer ? Même si l'emballement des prix se calmait, ils ne baisseraient pas. On restera alors avec son salaire, sa pension ou son minimum social amoindri par l'inflation passée. **Oui, il faut compenser la hausse des prix, mais durablement. Il nous faut des salaires et revenus suffisants !**

>>> UN CERTAIN NOMBRE D'ENTREPRISES, SOUS LA PRESSION DES SALARIÉS, ONT ACCORDÉ DES PRIMES POUR COMPENSER LA HAUSSE DES PRIX.

Tout ce que l'on arrache aux patrons est bon à prendre, mais cela ne résout pas le problème : les primes sont remises en cause chaque année et, à chaque négociation, on repart sur un salaire dont la base n'a pas bougé. Les nouvelles primes compensent au mieux la nouvelle hausse de l'année en oubliant la perte des années précédentes ! **Ce qu'il faut, ce sont des augmentations de salaire qui rattrapent tout ce qui a été perdu depuis le début de la hausse des prix.**

>>> LE PATRONAT PROPOSE D'AUGMENTER LES SALAIRES EN RÉDUISANT LES COTISATIONS SOCIALES.

Comme si l'argent qui va dans les caisses de la Sécurité sociale ne servait à rien ! Les cotisations dites « patronales » font en réalité partie de notre salaire. Cet argent nous est dû ! Et moins d'argent pour la Sécu, ce sont des soins moins remboursés, des caisses de retraite à la peine, des prestations sociales amoindries. Le peu qui serait gagné sur les salaires serait vite perdu et au-delà. Les seuls gagnants seraient les patrons.

>>> POUR LA GAUCHE DE LA NUPES, IL FAUDRAIT BLOQUER LES PRIX.

C'est tentant... Mais comment vérifier que, pour le même prix, vous n'en avez pas moins ? Il suffit de changer l'emballage, réduire le poids ou la composition du produit ! Les entreprises sont championnes pour cela. Et qui contrôlerait que les patrons respectent la loi et ne la contournent pas de diverses manières ? Encore une fois, nous n'avons que peu de prise sur la fixation des prix, mais **nous pouvons lutter, collectivement, pour des augmentations !**

Travailleurs de tous les pays, unissons nos luttes !

La hausse des prix touche les travailleurs du monde entier, atteignant parfois des sommets comme en Argentine avec 115 % d'inflation sur un an.

Au Royaume-Uni, depuis l'été 2022, face à une inflation dépassant les 10 % annuels, des grèves massives pour des augmentations de salaire ont eu lieu dans les écoles, les universités, les chemins de fer, les hôpitaux et la fonction publique. Les revendications des travailleurs britanniques sont claires : ils veulent des augmentations proches de 10 % et une amélioration significative des services publics. Depuis juillet, le Premier ministre a dû promettre des augmentations de 5 à 7 % dans le public.

Aux États-Unis, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers de l'automobile des « Big Three » (Ford, General Motors et Stellantis) sont en grève depuis plusieurs semaines pour une augmentation des salaires de 36 % sur quatre ans, la revalorisation des pensions, la baisse du temps de travail, la fin des contrats où les nouveaux embauchés gagnent presque deux fois moins que les autres et l'intégration dans les accords des usines produisant les voitures électriques, jusque-là traitées à part et avec des salaires particulièrement bas.

Comme on le voit, c'est un peu partout que les travailleurs se battent pour les salaires et de meilleures conditions de travail. Une dimension internationale qu'il faut mettre en valeur : si des deux côtés de la Manche et de l'Atlantique les travailleurs affirmaient bien haut qu'ils se battent pour des objectifs communs, cela créerait une belle panique dans le monde patronal et renforcerait le moral de tous les travailleurs !

CE QU'IL NOUS FAUT

>>> HAUSSE GÉNÉRALE D'AU MOINS 400 À 500 EUROS PAR MOIS POUR TOUS LES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA SOCIAUX.

>>> PAS UN REVENU EN DESSOUS DE 2 000 EUROS NET

>>> HAUSSE AUTOMATIQUE DES SALAIRES, PENSIONS ET MINIMA À CHAQUE FOIS QUE LES PRIX AUGMENTENT. IL FAUT QUE LES SALAIRES SUIVENT LE COÛT DE LA VIE ! COMME IL FAUT UNE AUGMENTATION CORRESPONDANT À LA CONSOMMATION RÉELLE DES TRAVAILLEURS, ET QU'ILS SONT LES MIEUX PLACÉS POUR SAVOIR DE COMBIEN LEUR CADDIE A AUGMENTÉ, À EUX DE S'ORGANISER DANS LES ENTREPRISES ET LES QUARTIERS POUR FIXER EUX-MÊMES DE COMBIEN LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER ET À QUEL RYTHME.

OUI AUX AUGMENTATIONS DE SALAIRE, MAIS OUI AUSSI À L'ABOLITION DU SALARIAT !

En nous battant pour des augmentations de salaire, nous affirmons que nous voulons vivre dignement de notre travail. Comme le disaient déjà les ouvrières du textile de la ville américaine de Lawrence, dans le Massachusetts, lors de leur grève de 1912 : « *Nous voulons du pain et des roses !* »

Mais le salariat n'en reste pas moins une relation marchande entre un patron tout-puissant et le prolétaire contraint de vendre sa force de travail contre un salaire qui ne paie pas toute la valeur qu'il a créée, vol qui est le fondement de l'exploitation capitaliste. Une relation dans laquelle,

qui plus est, le travailleur n'a son mot à dire ni sur ce qu'il doit produire, ni comment, pas plus que sur ce qui sera fait du produit de son travail.

Comme en écho à la nécessité de se battre pour « l'abolition du salariat » affirmée par l'Adresse inaugurale de la Première internationale ouvrière, la CGT révolutionnaire du congrès d'Amiens de 1906 affirmait dans sa Charte : « *La CGT groupe [...] tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.* »

Un combat toujours à l'ordre du jour ! Mais pour lequel il faudra une révolution sociale !

DONNONS-NOUS LES MOYENS D'IMPOSER L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES ET DES REVENUS !

Pris en tenaille entre nos petits salaires et les prix qui augmentent, nous sommes poussés à la « débrouille » individuelle : les uns cumulent deux boulots, les autres courent après les promotions... mais ce sont des solutions illusoire. Si l'on veut vraiment s'en sortir, ce sera collectivement. Les salariés d'un certain nombre d'entreprises se sont battus ces deux dernières années et ont obtenu des primes ou des augmentations : la lutte paie !

UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Mais pour obtenir une forte augmentation générale des salaires et des revenus des retraités et chômeurs, il ne suffira pas non plus de luttes menées à l'occasion des NAO ou, plus généralement, entreprise par entreprise. Il faut préparer une mobilisation d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. C'est cela qui fait peur au gouvernement et à la classe dirigeante. Il faut à la

fois mettre en discussion sur nos lieux de travail nos revendications urgentes, et la nécessité de construire un mouvement d'ensemble, de se mettre en lien avec d'autres entreprises.

NOUS DEVONS TOUT CONTRÔLER

Ce que nous arrachons aux capitalistes d'une main, ils le reprennent de l'autre. Les faire reculer, cela veut dire contrôler tout ce qu'ils font, et tant mieux si cela remet en cause leur pouvoir sur la marche de l'économie et de la société dans son ensemble : ouvrir les livres de comptes pour dévoiler toutes les manœuvres qui mènent à l'augmentation des prix et des profits, interdire les licenciements et réquisitionner les entreprises récalcitrantes. En attendant, pour briser le pouvoir des patrons, d'imposer notre propre gouvernement, notre propre pouvoir, celui des travailleuses et des travailleurs.

>>> CONSULTEZ NOTRE SITE WEB
nouveaupartianticapitaliste.fr



Le NPA décide sa participation aux élections européennes

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU NPA DU 25 SEPTEMBRE 2023 (EXTRAITS)

Le Conseil politique national du NPA a décidé la participation du NPA aux élections européennes dans le cadre d'un pôle des révolutionnaires.

Pour une opposition ouvrière et populaire, donc radicalement différente de l'alternative électorale que prétend incarner l'extrême droite fidèle au patronat avec sa démagogie et sa propagande raciste.

Parce que c'est la seule voie pour s'opposer à ce système, la campagne du NPA défendra des perspectives de lutte, des perspectives révolutionnaires à l'inverse de la gauche institutionnelle.

Ces élections organisées à l'échelle européenne ont une portée internationale, comme bien des problèmes que rencontrent les classes populaires par-delà les frontières des 27 pays de l'UE. Nous tenterons de faire que s'exprime cette dimension y compris par des expressions communes de différents partis à l'échelle européenne.

AUGMENTER LES SALAIRES, INTERDIRE LES LICENCIEMENTS !

Face à l'inflation qui se poursuit au grand bénéfice des groupes capitalistes, le NPA défendra l'indexation des salaires sur les prix, 400 euros net de plus par mois pour toutes et tous, pas un revenu inférieur à 2000 euros net. **On veut vivre et pas survivre !**

Face au chômage et aux restructurations patronales, le NPA défendra **l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, et le partage du travail entre tous sans perte de salaire.**



CORTÈGE DU NPA. | PARIS, 1^{ER} MAI 2023
| HERMANN CLICK

LEUR EUROPE, LEUR MONDE... ET LE NÔTRE

Contre l'Europe des barbelés et des frontières, le NPA défendra la liberté de circulation, l'accueil inconditionnel des migrants et la régularisation de tous les sans-papiers. **De l'air, ouvrez les frontières !**

Troupes russes, hors d'Ukraine ! Le NPA défendra le droit du peuple ukrainien à disposer de son sort, par la fraternisation entre les peuples ukrainiens et russes contre Poutine et son système. Poutine défend les intérêts impérialistes russes, même si les grandes puissances occidentales, derrière les USA, en profitent pour renforcer leur militarisation de la planète et favoriser leurs marchés (armes, hydrocarbures, nu-

cléaire...), sans davantage de considération que Poutine pour les classes populaires ukrainiennes. Ces intérêts impérialistes rivaux portent en eux des risques de dérapages qui pourraient faire basculer la planète dans un conflit plus général.

Contre l'intervention des grandes puissances, dont la France, qui profitent des conflits ou les fomentent pour faire avancer leurs intérêts impérialistes en prenant le risque d'une généralisation de la guerre, le NPA dénoncera la hausse des budgets militaires et défendra le retrait des troupes françaises de tous les pays où elles ont des bases militaires, de l'Europe de l'Est à l'Afrique. **Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes !**

Contre les ravages écologiques, conséquences d'un système capitaliste organisé uniquement en fonction des profits d'une minorité, **le NPA soutiendra toutes les luttes en cours pour la défense de l'environnement** et défendra la nécessité d'en finir avec ce système.

POUR UN PÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Pour incarner ensemble un pôle des révolutionnaires face à Macron et ses concurrents d'extrême droite, en toute indépendance des partis de la gauche institutionnelle, le NPA entamera des discussions avec les organisations d'extrême gauche révolutionnaire, en premier lieu Lutte ouvrière.

Quoi qu'il en soit, le NPA se donne dès maintenant les moyens financiers de pouvoir participer aux élections pour offrir l'opportunité à celles et ceux qui le souhaitent de voter pour une liste révolutionnaire aux européennes de 2024. **Pour une Europe des travailleurs et des travailleuses !**

MANIFESTATION DU CONTRE-SOMMET. | GRENADE, 30 SEPTEMBRE 2023 | CORRESPONDANTE



CONTRE-SOMMET À GRENADE EN FINIR AVEC LEUR « CAVERNE DE BRIGANDS »

Les 5 et 6 octobre se tenait le « sommet de Grenade » regroupant les chefs d'État des 27 pays qui composent l'Union européenne et de près de 50 pays de la Communauté politique européenne. Il s'agissait pour le premier cadre de discuter de comment durcir - encore plus - les politiques racistes de l'Europe forteresse. La déclaration souligne notamment la nécessité de traiter l'immigration irrégulière « immédiatement et avec détermination » et d'« intensifier les renvois » de migrants irréguliers. Elle affirme aussi la détermination de l'UE à nouer « des partenariats globaux », comme celui qui a été signé en juillet dernier avec la Tunisie afin de s'attaquer aux migrants en provenance de ce pays. Celui-là même qui s'est arrogé les pleins pouvoirs en juillet 2021, le « président » Saïed de Tunisie, responsable de l'arrestation de centaines de migrants en Tunisie, puis de leur déportation, selon les ONG, vers des zones inhospitalières sur les frontières avec l'Algérie et la Libye. Des témoignages de l'Agence France-Presse (AFP) et des vidéos envoyées à des ONG en Tunisie ont montré des femmes et enfants abandonnés en plein désert sans eau, ni nourriture ni abris. Des gardes-frontières libyens ont dit à l'AFP avoir secouru au moins 70 migrants qui erraient par des températures insupportables et sans aucune aide dans une zone frontalière entre les deux pays sur une seule journée. La Communauté politique européenne a, quant à elle, de nouveau servi à

afficher un soutien à l'Ukraine de Zelensky en sa présence, sans pour autant élargir l'Union européenne à l'Ukraine. Renforcer la logique des impérialismes rivaux, voilà à quoi servent ces « rencontres de brigands ». La « caverne de brigands », ces mots de Lénine pour qualifier la Société des nations, ancêtre de l'ONU, sont toujours d'actualité pour parler de ces sommets des représentants capitalistes d'Europe à Grenade.

Voilà pourquoi une délégation du NPA s'est rendue à Grenade au contre-sommet organisé par plus de 30 organisations syndicales, associatives et politiques. Nos camarades de Izar y interviennent et y jouent un rôle pivot. Des initiatives qui ont permis à l'échelle de l'Andalousie de regrouper 6 000 personnes sur les manifestations à Grenade, de mener des actions d'occupations de facultés et des dizaines d'AG et de débats sur ces dix jours de contre-sommet. L'occasion de poser les jalons dans l'État espagnol pour regrouper ceux et celles qui s'opposent à toutes les politiques antisociales d'où qu'elles viennent. De gouvernements dits de « gauche » ou officiellement de droite. L'occasion aussi de tisser des liens entre communistes révolutionnaires. Liens précieux pour faire face au capitalisme et à l'urgence de la révolution.

»» LE MEETING DU CONTRE-SOMMET À VOIR SUR NOTRE CHÂÎNE YOUTUBE
youtube.com/@Revolutionnaires_journal



SITE WEB

Du monde en première ligne contre l'exploitation dans ce numéro 6 de Révolutionnaires ! Pour retrouver des articles complets sur toutes les luttes évoquées dans ces deux pages, flashez le QR-code :



<https://nouveau-partianticapitaliste.fr/premieres-lignes-re-vo6/>

Prolifération de parasites

Épidémie de punaises de lit dans les trains, les cinémas, les bus. Aucun plan de prévention et d'éradication - les moyens existent pourtant, mais ce n'est pas la priorité des parasites capitalistes qui nous gouvernent. Comme le milliardaire Bolloré qui dépense pourtant beaucoup d'argent pour permettre à Pascal Praud d'éruer sa haine raciste tous les jours à une heure de grande écoute.

Pendant que les punaises de lit nous piquent dans les draps, les punaises bourgeoises nous piquent dans les poches. Un seul Baygon : la révolution !

À LA CLINIQUE DE BORDEAUX NORD, NON À LA RÉPRESSION DE LA GRÈVE

En juin dernier, les salariés ont fait grève pour des augmentations de salaire. La seule réponse de la direction a été d'organiser les réquisitions puis de licencier une infirmière accusée de s'y être soustraite alors que l'ordre n'avait jamais été remis ! Le message est clair : direction et actionnaires veulent pouvoir faire ce qu'ils veulent, en tentant de décourager celles et ceux qui se défendent. C'est au contraire la colère qu'ils répandent.

800 EUROS ? MENTEURS !

En octobre, le gouvernement a annoncé verser une prime « exceptionnelle » de 800 euros brut. En réalité son montant, imposable, est compris entre 241 et 648 euros net, réparti en sept tranches de revenus... En clair, à la tête du client. On veut des augmentations de salaires pour tous !

CORRESPONDANT



ÉCHOS DES HOSTOS SANTÉ PRIVÉE LUCRATIVE : HOLD-UP SUR NOS SALAIRES

Fin septembre, les patrons des cliniques privées lucratives de la fédération de l'hospitalisation privée se retrouvaient à Bordeaux pour fêter la nouvelle convention. Des petits fours pour s'auto-congratuler d'une nouvelle grille de salaires qui respecte... le Smic. Merci patron ! La plupart des cliniques privées appliquent déjà des salaires au-dessus de cette nouvelle grille grâce aux augmentations obtenues par les grèves et mobilisations. Seul un mouvement d'ensemble permettra d'arracher le minimum vital : 2 000 euros net !

« ONET MALHONNÊTE » : LA LUTTE CONTINUE POUR LA QUATRIÈME SEMAINE !

Les agentes et agents d'entretien hospitalier de l'entreprise de sous-traitance Onet à Montpellier poursuivent la grève face à leur direction qui refuse toujours toute discussion sur une prime équivalente au treizième mois. Leur caisse de grève est également disponible en ligne : <https://www.cotizup.com/onet-mtp>



ÉDUCATION « UN PROF DEVANT CHAQUE CLASSE » : ENSEIGNANTS ET PARENTS EN LUTTE POUR LE DROIT À L'ÉDUCATION À GENNEVILLIERS

Gabriel Attal assurait « mettre le paquet » et garantissait, avec Macron en écho, « un professeur devant chaque classe ». Assurément, il a mis le paquet pour flinguer la rentrée de pas mal d'élèves. Notamment à Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine, ville populaire classée aux deux tiers en éducation prioritaire et où tous les indicateurs sociologiques et scolaires sont dans le rouge carmin.

Depuis le 4 septembre, 200 enfants de 12 écoles sont touchés par une absence totale ou partielle de maître ou maîtresse devant la classe. Il s'agit soit de postes vacants, soit d'absences longues prévues depuis des mois, donc qu'il aurait été possible d'anticiper. Face à l'hécatombe scolaire et sociale, les parents ont rapidement tiré la sonnette d'alarme. Les habitudes prises l'année dernière lors des mois de mobilisation contre la carte scolaire se sont réactivées : l'expérience d'une lutte commune entre parents et enseignants, soutenus par la municipalité, s'est jointe à la colère.

La première occupation d'une classe par des parents d'élèves s'est heurtée à la menace d'une inspectrice de faire appel aux forces de l'ordre - ce qui a renforcé la détermination. Les blocus sont devenus quotidiens sur un groupe scolaire. Une journée de grève suivie par plus de la moitié des enseignants

GENNEVILLIERS, SEPTEMBRE 2023 | CORRESPONDANTE



et enseignantes, épaulée par une opération « école morte » initiée par les parents a paralysé le fonctionnement de sept écoles. Cinq semaines après la rentrée, la lutte a payé : des remplaçants ont commencé à être nommés sur la ville.

Mais un seul de ces remplacements est prévu pour toute l'année. C'est pourquoi, dès la semaine de la rentrée de novembre, parents et enseignants prévoient de se retrouver en assemblée générale pour décider de nouvelles initiatives. D'ici là, chaque jour, le décompte des absences non remplacées se poursuit, mobilisant parents comme enseignants.

PAR ARMELLE PERTUS • 08/10/2023

SNCF MARSEILLE AIGUILLEURS EN GRÈVE POUR LES SALAIRES ET DES EMPLOIS

Plus de quinze journées de grève très majoritaire dans le principal poste d'aiguillage de Marseille, avec un impact sur l'ouverture de la Coupe du monde de rugby et la visite du pape au stade Vélodrome. La colère a éclaté contre le sous-effectif, et les revendications incluent des augmentations de salaire sous forme d'augmentation de la prime de travail, touchée par tous les aiguilleurs, ainsi que d'une prime pour compenser les journées de travail avec un effectif réduit, vue comme un moyen de faire pression sur la direction locale pour qu'elle embauche.

La grève appartient aux grévistes qui décident en assemblées générales dans le poste de tous les aspects de leur mouvement : revendications, modalités et les indispensables tentatives d'extension. Plus de détails sur notre site !

CORRESPONDANTE • 10/10/2023

LA POSTE LE SALAIRE DE LA POSTE : ÇA

Après 25 ans de carrière, un postier à la production dans les centres de tri, la collecte ou la distribution, qu'il soit contractuel ou fonctionnaire, gagne autour de 1 600 euros net par mois, primes comprises. Pour la moitié des salariés du groupe, soit plus de 80 000 personnes, c'est la galère assurée tous les mois alors que La Poste fait des centaines de millions de bénéfices tous les ans - plus d'un milliard prévu en 2023.

Avec 3,5 % d'augmentation de « rattrapage de l'inflation » en 2023 pour les agents contractuels de droit privé et 1,5 % pour les fonctionnaires, le constat est simple : le

pouvoir d'achat baisse et l'exploitation augmente. À La Poste comme ailleurs, on veut vivre et pas survivre.

DÉBRAYAGES DES OUVRIERS DE LA PLATEFORME INDUSTRIELLE DU COURRIER (PIC) DE RENNES

Ces bas salaires s'ajoutent à des conditions de travail dégradées par la recherche de productivité. Illustration avec la fermeture de la PIC de Caen et la tentative de refiler la charge de travail aux ouvriers de la PIC de Rennes, qui ont réagi collectivement. Des assemblées générales ont réuni plusieurs dizaines de postiers pour exiger 40 embauches.

LE LABORATOIRE DU RÉSEAU FERROVIAIRE D'AMIENS CHRONIQUE D'UNE PME LOCALE QUI A LE VENT EN POUPE

INVASION DU CSE SNCF PAR LES CHEMINOTS DU NORD
| OCTOBRE 2023 | CORRESPONDANT



L'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs, une bonne nouvelle ? Pour le directeur SNCF de la région d'Amiens les choses sont claires : « Il y a là une véritable opportunité à saisir », tout en précisant que « le cadre social qui s'applique aux 150 000 agents SNCF ne peut pas se transposer dans une PME de 400 salariés. » Oui car, en France, les petites et moyennes entreprises vont de 1 à... 499 salariés !

Les statuts de cette fameuse PME, SNCF Étoile d'Amiens, qui a remporté le marché, existent depuis 2018. Un sacré sens de l'anticipation patronale ! Le flair de l'entrepreneur sans doute. Ou plutôt le fait que la SNCF a créé depuis 2018 de nombreuses entreprises de ce type, dans la foulée de la défaite de la grève de la même année. Autant de « coquilles vides » qu'elle compte remplir au gré des victoires lors des appels d'offres qui ont lieu partout en France.

Les conditions de travail dans cette PME ? Mystère ! Forcément, elle n'existe pas encore ! Ce « cadre social » devra être établi à

l'issue des élections professionnelles qui y seront organisées une fois que les collègues auront été transférés. En attendant, pendant 18 mois, les cheminots ont droit à un « sac à dos social » censé maintenir certains droits, à commencer par la « garantie du maintien du salaire net ». Sauf que... le salaire net garanti est celui de la moyenne de la dernière année avant le transfert. Une moyenne qui peut être inférieure de plusieurs dizaines voire centaines d'euros au dernier salaire perçu. « Sur tout cela, je vous avoue que je n'en sais rien, je vais me renseigner » indique le directeur régional. Le flair de l'entrepreneur a ses limites.

La SNCF, multinationale aux 1 200 filiales dans le monde, a créé depuis 2018 de très nombreuses PME partout en France pour y faire embaucher son propre personnel. Des « volontaires » désignés y sont transférés - le refus étant passible de licenciement. À se demander pourquoi les cheminots refusent en bloc les progrès de la start-up nation !

CORRESPONDANT • 08/10/2023

RATP, TCL, TRANSPORT INTERURBAIN

Les chauffeurs de bus à la diète mais pas dupes

Grilles de salaires révisées, primes arbitraires, augmentations qui n'en sont pas... Dans le transport comme dans les autres secteurs, le patronat a redoublé d'inventivité pour retarder le plus possible les augmentations indispensables liées à l'inflation et tenter de désamorcer la colère. Mais les conducteurs de bus et les ouvriers de la maintenance ne sont pas dupes ! Plus de détail en ligne.

RATP : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER... PAREIL !

Au 1^{er} janvier dernier, la direction et quelques syndicats complices ont communiqué sur une augmentation de 370 euros brut par mois. 290 euros net, mais qui incluent des primes versées à tous et qui ont été simplement intégrées au salaire de base. Restent 80 euros d'augmentation « réelle » censés faire passer la pilule d'une augmentation du temps de travail de 120 heures par an. 8 euros de l'heure ! Cerise sur le gâteau, les nouveaux embauchés n'ont pas droit à cette non-augmentation, qui instaure un système à deux vitesses. Les comptes ne sont pas bons, Castex !

MAINTENANCE RATP : TRAVAILLER PLUS POUR VIVRE À DÉCOUVERT

Là où travaillent les mécaniciens, les « parents pauvres » de la RATP, on croit à la lutte et on a appris dans les derniers mouvements à se serrer les coudes. Mais les salaires sont si bas que même des collègues combattifs prennent un deuxième emploi : conduire un Uber pour dix euros de l'heure, faire des travaux chez les voisins pour un billet... Quand la direction propose des heures supplémentaires, ça paraît bien payé en comparaison. Mais c'est la solidarité entre nous qui permettra de gagner la bataille des salaires.

TRANSPORT INTERURBAIN : SESSION DE RATTRAPAGE POUR LE SALAIRE DE BASE

En moins d'un an et demi, le taux horaire minimum à l'embauche prévu par la Convention collective du transport routier de voyageurs, c'est-à-dire le transport par cars, a augmenté de plus d'un euro par heure. Le sous-effectif a forcé la main au patronat du secteur, ainsi que la concentration des marchés aux mains de grands groupes qui ont utilisé ces minimas conventionnels pour se débarrasser de concurrents aux reins moins solides. Mais c'est surtout la pression des grèves, nombreuses, comme au début de l'année à Keolis Porte-des-Alpes en Isère, qui a imposé des augmentations, d'abord entreprise par entreprise, mais qui finissent par se refléter dans la Convention collective.

Ce rattrapage alimente par endroit la rancœur de se voir « nivelé par le bas ». Pourtant, ce sont nos luttes à tous qui nourrissent ces revalorisations. Elles montrent la voie à suivre : pour imposer de vraies augmentations, il faut se battre tous ensemble, par-delà les filiales, les groupes et les réseaux !

KEOLIS LYON : LA DIRECTION JOUE LES PRIMES CONTRE LE SALAIRE DE BASE



Dans cette filiale qui exploite le réseau urbain lyonnais (TCL), la direction s'applique à accorder des augmentations en dessous de l'inflation, qu'elle « compense » partiellement, provisoirement et sous conditions, par des primes. En septembre 2021, sous la pression d'une grève fulgurante, la direction a lâché quatre fois 120 euros. En septembre 2022, pour s'éviter une nouvelle grève, elle a sorti quatre fois 150 euros. Ces primes étaient assorties de critères de présence particulièrement injustes : à partir d'un jour d'absence sur une période d'un mois, leur montant passait de 150 à... 50 euros. Une manière vicieuse de décourager les grèves !

Avec la prime de participation, les salariés touchent directement une partie des bénéfices de la filiale... à condition qu'il y en ait, et l'on sait à quel point les comptes sont facilement manipulables à l'échelle d'un grand groupe. L'intéressement, lui, est versé en fonction des « performances collectives », une usine à gaz qui dépend d'indicateurs sur la qualité de service (ponctualité, information client). De quoi faire payer aux salariés les conséquences des erreurs de gestion de la direction, elles-mêmes conséquences du sous-effectif, lui-même lié en partie... aux salaires trop bas ! Ces primes ont été respectivement de 133 euros et de 640 euros par salarié en moyenne en 2021, mais sont tombées à 0 euro et 373 euros en 2022 : une perte de 400 euros.

Chez Keolis, certains cadres, notamment ceux qui négocient les accords, ne sont pas salariés de la filiale mais directement employés par le groupe et « envoyés » ici et là pour diriger. Ils touchent eux aussi un intéressement dans lequel leur performance est notamment évaluée à l'aune de leur capacité à... faire signer des accords d'intéressement.

CORRESPONDANTS • 10/10/2023

FAIT PEUR

>> La direction a répondu par une prime de 300 euros soumise à de multiples critères. Les postiers maintiennent leurs revendications d'embauches et exigent 1 000 euros pour tous les salariés du groupe, sans condition. Jeudi 21 septembre la grève était largement majoritaire dans la brigade du matin puis elle a touché l'équipe de nuit. La direction a tenté de temporiser en proposant une courte rallonge de la prime, mais ce petit recul ne suffira certainement pas à calmer la colère : la force des travailleurs, c'est la grève !

CORRESPONDANTS • 10/10/2023

Quand les étudiants galèrent pour se loger

À Bidart (64) et à La Roche-sur-Yon (85), pour la rentrée scolaire, des étudiants se retrouvent logés dans un camping. Il ne s'agit pas de vacances qui se sont prolongées mais bien d'un indicateur flagrant, s'il en fallait encore, des difficultés pour les étudiants à se loger dignement.

CORTÈGE DE LA COORDINATION ÉTUDIANTE. | PARIS, MARS 2023 | CORRESPONDANTE



CROUS ABANDONNÉ : LES ENTREPRISES DE L'IMMOBILIER PRIVÉ SE FROTTE LES MAINS

Comme chaque année, les étudiants à la recherche d'un logement pour leurs études vont au-devant de plus en plus de problèmes. À commencer par le manque d'offre : en 2023, on dénombrait un logement en cité universitaire pour 17 étudiants. Seulement 6 % des étudiants sont logés par les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, les Crous ; proportion qui ne dépasse même pas 25 % dans le cas des étudiants boursiers, alors que les logements sont censés leur être attribués par ordre de priorité en fonction de leur échelon.

Malheureusement, les difficultés de logement pour les étudiants ne s'arrêtent pas là. Les problèmes d'insalubrité sont monnaie courante dans les logements Crous, par manque de personnel et de moyens mis en place. Les témoignages d'étudiants ayant eu affaire à des punaises de lit, à de la moisissure, et même à des rats se multiplient. Ces questions sont souvent traitées tardivement par le bailleur, ce qui entraîne des frais supplémentaires pour les étudiants qui cherchent à s'en débarrasser par eux-mêmes. La plupart des résidences ont été construites à la va-vite et sont de plus vétustes ou ont été mal rénovées et, quand elles le sont, le prix du loyer prend facilement une centaine d'euros.

Cet été, des étudiants logés par le Crous avaient carrément été informés que leur logement serait réquisitionné pour les JO de 2024. Cette décision a heureusement été suspendue par le tribunal administratif de Paris devant la portée scandaleuse d'une telle mesure.

Dans cette histoire, ce sont, sans grande surprise, des promoteurs privés, comme le groupe de Patrice Pichet, 71^e fortune de France, qui tirent leur épingle du jeu et en profitent pour construire des logements, qui seront également gérés par des grands groupes comme Nexity et dont le loyer sera

bien plus cher pour un service d'une qualité similaire (jusqu'à 700 euros pour un studio sur le plateau de Saclay). Pour pouvoir s'y loger, nombre d'étudiants en viennent à sauter des repas : 20 % d'entre eux vivent déjà sous le seuil de pauvreté et le logement pèse lourd dans leur budget, tandis que les APL (aides au logement) ne sont pas revalorisées à hauteur de l'inflation.

UNE SITUATION POURTANT PRÉVISIBLE

Alors que le nombre d'étudiant augmente et qu'ils sont de plus en plus amenés à entamer des études loin de chez leurs parents par les hasards de ParcoursSup, Macron, lors de son précédent mandat, n'a pas tenu ses engagements en matière de logement étudiant. Il annonçait en 2017 60 000 nouveaux logements, or à peine plus de la moitié ont effectivement été construits cinq ans plus tard.

Le manque d'offre en logements s'est aussi aggravé avec l'interdiction de la location de passoires thermiques en janvier. Eh oui, au lieu de rénover, les propriétaires préfèrent sortir les biens du marché ! Cette situation de pénurie repousse les étudiants toujours plus loin de leurs lieux d'études, augmentant ainsi souvent le temps de transport, jusqu'à parfois plusieurs heures par jour. Malgré tout cela, Sylvie Retailleau, ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, a dit sans sourciller lors de sa conférence de presse du 8 septembre : « Nous avons bien progressé sur chacun des axes qui permettent d'améliorer [les] conditions de la vie étudiante. » Un logement décent pour tous serait la moindre des choses avant d'oser se livrer à de telles affirmations ! Mais, pour cela, il faudrait s'attaquer au problème des trop nombreux logements vacants et aux prix exorbitants du parc privé ! Impensable pour le gouvernement !

PAR LE BUREAU DU SECTEUR JEUNES (BSJ)
• 10/10/2023

Apprentis précaires : augmentez les salaires !

Macron voulait atteindre un million de jeunes en apprentissage d'ici 2027. On en comptait 980 000 en décembre dernier, qui se forment et travaillent pour des salaires au rabais. Près d'une création d'emploi sur trois ces dernières années est un contrat d'apprentissage : derrière la diminution du chômage, il y a aussi l'augmentation de la précarité.

La plupart des nouveaux apprentis sont des étudiants en licence ou master, en alternance pour financer leurs études. Ils travaillent comme n'importe quel salarié... mais bien moins payés. Selon l'âge et l'année d'alternance, les jeunes ont droit entre 27 et 78 % du Smic. Soit de 470 à 1 360 euros par mois ! Les quelques branches où les salaires étaient calculés sur la base de minima conventionnels plus élevés, comme la restauration, ont depuis longtemps été rattrapés par l'indexation du Smic sur les prix.

Et le peu que touchent les apprentis est largement subventionné par l'État : près de cinq milliards d'euros ont été versés en aides aux patrons en 2022, en échange de l'embauche d'un apprenti. Primes ou exonérations, tout est bon pour Macron pour arroser les patrons d'argent public. Si les patrons font bosser les jeunes comme les autres salariés, il faut qu'ils les paient comme les autres ! Et qu'ils les paient eux-mêmes : ce n'est pas aux travailleurs de financer par les impôts et taxes les formations que les patrons réclament au gré de leurs besoins en main-d'œuvre.

C'est sans parler des contrats d'apprentissage rompus du jour au lendemain par les employeurs, qui changent d'avis lorsqu'ils estiment qu'un apprenti n'est plus assez rentable. Résultat, à la rentrée, nombreux sont ceux qui se retrouvent sans alternance... et sans revenu pour payer leur loyer !

Parallèlement, l'enseignement professionnel ressemble de plus en plus à l'apprentissage, réformes successives obligent. Dans l'écrasante majorité des stages, les lycéens travaillent comme n'importe quel employé. Mais les gratifications, encore pires que les salaires d'apprentis, sont désormais entièrement payées par l'État ! C'est en cette rentrée 2023 que la dernière réforme entre en vigueur, avec le versement des premières allocations : 50 euros par semaine en seconde bac pro ou en première année de CAP, 75 euros en première bac pro ou seconde année de CAP et 100 euros en terminale bac pro. Beaucoup pensent que « c'est déjà ça de pris », surtout quand il faut payer les frais de transport pour des stages loin du domicile. Mais c'est oublier qu'un stagiaire n'est pas supposé travailler, mais se former en présence permanente de son tuteur.

Le gouvernement est aux petits soins pour le patronat : non seulement les patrons bénéficient d'une main-d'œuvre gratuite, mais ils déterminent selon leurs intérêts le contenu des formations. Attention tout de même, les jeunes pourraient en tirer des leçons de lutte de... classe.

SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

Web npa-jeunes.org
Facebook | Twitter | Instagram
[@npa_jeunes](https://www.instagram.com/npa_jeunes)



SOUSCRIPTION SOUTENEZ LE NPA !

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent. Nous ne touchons aucune subvention de l'État et nous n'avons que des ennemis dans le grand patronat ! Nous nous tournons vers vous, jeunes, travailleuses et travailleurs pour financer nos activités : meetings, tracts, bulletins, affiches – le NPA est un parti militant, toujours en campagne, et pas seulement à l'occasion des élections !

Les dons donnent droit à une réduction d'impôts.

Pour les informations pratiques sur les modalités de paiement (par chèque ou autre mode de paiement), rendez-vous sur notre site :



<https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr/info-souscription/>